



Bulletin d'information sur les pesticides

N°3 - Mai 2021

Actualités réglementaires



Etats-Unis : Interdiction des pesticides dans les parcs new-yorkais

La ville de New York [interdit](#) les pesticides dans les parcs, espaces de jeux et autres espaces publics. Cette décision fait suite aux revendications d'un groupe d'enfants ayant manifesté pendant plusieurs années pour l'abandon de ces substances.

En 2014, la professeure d'école Paula Rogovin a initié au sein de sa classe une discussion sur les effets des pesticides sur la santé humaine ainsi que sur les écosystèmes. Cette réflexion collective entraîna le groupe d'élèves à se mobiliser pour l'interdiction des pesticides toxiques dans les espaces publics de leur ville. Durant sept ans, jeunes, parents d'élèves et professeurs ont tenté d'obtenir l'écoute des responsables politique de la métropole. Aujourd'hui leur but semble atteint. New York est en passe de devenir la plus importante ville américaine à bannir l'utilisation de pesticides toxiques dans l'entretien de l'espace public et s'engage à privilégier les techniques de jardinage biologiques et respectueuses de l'environnement.

L'adoption de ce projet de loi a eu lieu durant la Journée de la Terre, le 22 avril 2021. Ben Kallos, membre du conseil municipal, avait déjà proposé en 2014 une version similaire de cette loi pour interdire les pesticides dans les parcs, mais sans succès devant la résistance de la mairie et du service des parcs. Néanmoins, les habitants des logements publics et les groupes de défense de l'environnement ont fait équipe avec les élèves de Mme Rogovin et leurs parents pour obtenir suffisamment de parrainages du Conseil municipal. Sept années de mobilisation des enfants, depuis la primaire jusqu'au début de leur adolescence, ont été nécessaires pour obtenir cette interdiction. Ce long combat leur a appris, selon l'une des militantes Ana Schwartz âgée de 12 ans et qui se bat depuis ses 5 ans, que « si vous voulez apporter le changement, vous devez être vraiment passionnée ». De plus, un [rapport](#) du *Black Institute* a montré que les quartiers à majorité Afro-américaine (Harlem, Queens et Brooklyn) avaient été massivement traités avec des pesticides toxiques, dans des proportions bien plus importantes que les quartiers aisés à majorité blanche et que les jardiniers et employés municipaux en charge de l'entretien des espaces publics étaient principalement issus des groupes noirs et latinos. Les dangers liés à l'utilisation des pesticides touchent particulièrement les populations les plus démunies, ainsi que les minorités discriminées.

D'autres municipalités américaines ont entrepris des mesures similaires de réglementation. La ville de [Baltimore](#) a par exemple en 2020 étendu sa liste de pesticides prohibés d'utilisation. A [Chicago](#), le recours aux désherbants chimiques dans les parcs a été réduit de 90% depuis 2014.

Cette nouvelle pousse à s'interroger sur les leviers d'action aux mains des maires et des localités dans la mise en œuvre de mesures ambitieuses de régulation des pesticides. Là où les grandes villes américaines semblent disposer des compétences pour légiférer sur l'interdiction de substances toxiques, les maires français qui ont interdit les pesticides sur le territoire de leur commune ont été attaqués devant les tribunaux administratifs et ont vu leurs revendications [déboutées](#) par le Conseil d'Etat en décembre 2020.

Si les systèmes politique et institutionnel américain et français diffèrent largement l'un de l'autre, on peut espérer que l'augmentation des interdictions de pesticides dans les grandes villes du monde puisse donner plus de poids à l'argumentaire des maires français.

[Retour au site de Justice Pesticides](#)